

13 DÉCEMBRE 2002

LILLE MONS, Y-A-T-IL ENCORE UN INRA AU BOUT DU CHAMP ?

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>

La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« *INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche* »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« *Au risque du débat : paroles d'acteurs* ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« *Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020* ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€ Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« *Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie* »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Lille Mons

Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?

13 décembre 2002

Le TGV et l'INRA en Haute-Picardie

Un constat simple : j'ai mis moins de temps pour arriver depuis Toulouse en cette gare TGV de Haute-Picardie depuis Toulouse que pour aller à Versailles. Un vol Blagnac Roissy, puis 45 minutes d'attente, puis 20 minutes à peine pour débarquer au milieu des champs picards. Impressionnante cette petite gare : deux quais pour les trains qui s'arrêtent ici, encadrant les deux voies de ceux qui passent au milieu en vrombissant à 300 kilomètres à l'heure ! Les conversations s'arrêtent alors quelques secondes dans la salle vitrée où les passagers en attente se sont réfugiés. Il faut dire que dans cette gare rien n'incite à la flânerie et que le froid et le brouillard ambiants en font un havre. Vingt-quatre heures avant, le nord de la France avait été paralysé par le verglas : nous n'aurions pas pu tenir ces rencontres qui vont réunir des gens venus des régions Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Picardie. Tout d'abord ce matin, une assemblée générale des chercheurs de l'INRA qui dépendent du Centre de Lille, puis cet après-midi un débat avec les interlocuteurs de l'INRA.

La gare du TGV est en quelque sorte le barycentre des différentes implantations de l'INRA dans cette portion de la France, avec les « stations » historiques de Laon, d'Arras et d'Amiens (transplantée à Mons-Péronne), et les nouvelles implantations de Lille et de Reims.

La réunion de ce matin se tient dans une salle d'un l'Hôtel Mercure, implanté à proximité de la gare, au bout du champ, et à proximité de l'autoroute. Maurice Derieux préside la séance avec Bertrand Hervieu, sur une tribune couverte d'une étoffe bleu nuit, dans une salle de tonalité ocre rose, les murs comme la moquette. Les agents de l'INRA sont venus nombreux, plus d'une centaine, soit soixante pour cent de l'effectif : « *Une belle mobilisation !* » constate, satisfait, Maurice Derieux. De plus, je remarque que même si quelques-uns sont proches de la retraite, comme Maurice Derieux, avec des figures connues de vétérans de l'INRA, l'assistance est majoritairement « jeune », qu'il s'agisse des techniciens ou des chercheurs, avec de nombreux chargés de recherche au féminin. Malgré la petite taille du Centre, la dispersion des équipes, l'absence de grande université, l'INRA manifeste ici une belle vitalité.

10h05

Introduction à la journée

Après le café et les viennoiseries, et les mots d'accueil de Maurice Derieux, Bertrand Hervieu affiche le menu des débats « INRA 2020 ».

Tout d'abord, présentation classique du tripode de l'INRA et des priorités stratégiques (voir les chroniques des Centres précédents) :

« *Notre capacité à intégrer ces trois domaines de compétences disciplinaires : notre culture...
Ce qui fonde notre stratégie, nationale, européenne, mondiale...* »

Ensuite l'approche partenariale : « *Essentielle, pour que les chercheurs ne se parlent pas qu'à eux-mêmes* ».

Par rapport aux autres rencontres « INRA 2020 », un signal particulier concernant le partenariat agricole : « *Un Centre avec un partenariat agricole exemplaire ici !* ». Puis le partenariat industriel...

(10h35 - « *Il reste dix minutes* » intervient Maurice Derieux !)

Bertrand Hervieu poursuit avec quelques mots quand même sur le partenariat international :

« *Si vous voulez aller en Inde, c'est tout de suite !* » (rires).

Explication :

« *Ils ont inventé la Révolution Verte... Il nous fait comprendre quels liens établir entre les agricultures de la Révolution Verte et la politique agricole des pays développés.* »

Mais l'Europe aussi doit être un souci permanent :

« *La construction de l'Europe à vingt-cinq doit être l'occasion de réactiver la vieille tradition de coopération avec ces pays d'Europe Centrale. Cependant, nous aurons des processus de délocalisation vers ces pays, avec ou sans l'Union Européenne : ça ne sera pas un monde très tranquille.* »

Puis un développement, beaucoup plus long que prévu sur « *l'alerte sur les conflits de la société autour de la science* » :

« *Les débats science société, il faut y aller ! Mais il faut être modeste. Un scientifique, ce n'est pas quelqu'un qui sait tout ! Il faut avoir conscience de ce qu'est la démarche scientifique, qui procède par approches parcellaires, et plus tard qui réalise l'intégration de ces connaissances* »

« *Il y a une attente très impatiente de la part de l'opinion, relayée par les médias ! On se laisse intimider et on a tort ! On ne donne pas à l'opinion ce qu'elle doit savoir : l'approche de la science par le doute !* »

« *Soyons à la fois modestes et fermes... Disons : nous ne savons que ça !* »

Conclusion :

« *Il n'y a pas de science sans modestie* »

Un développement qui intervient après la tribune signée Bertrand Hervieu et Marion Guillou dans « Libé »

Tout ceci nous amène à 10h50... Il est largement temps de poser la question : « *Pourquoi 2020 ?* ». Argumentation de Bertrand Hervieu en cinq minutes d'horloge sous la pression de Maurice Derieux :

« *Une réflexion sur le renouvellement du personnel de l'INRA... Une réflexion de nature scientifique... Une réflexion de nature institutionnelle* »

Et un appel :

« *Si nous ne prenons pas garde aux forces centrifuges, nous allons exploser ! Je compte sur vos forces centripètes !* »

Le débat « partenaires »

Maurice Derieux, Président du Centre de Lille, a fait le choix, comme d'autres Présidents de Centre, de profiter des rencontres « INRA 2020 » pour réunir le personnel en assemblée générale sur le thème du partenariat.

Se succèdent des mises au point préparées par Jean-Pierre Melcion, Pascal Coupez, Hubert Boizard, Jean-Claude Leuliet, durant une cinquantaine de minutes, qui permettent de couvrir différentes dimensions des partenariats impliquant les Unités du Centres de Lille, aussi bien dans le domaine industriel que dans le domaine agricole, deux dimensions qui caractérisent le

Centre de Lille. Le partenariat industriel avec les implantations nouvelles des années 80 à Lille et à Reims. Le partenariat agricole avec les unités anciennes (avant que l'INRA n'existe, elles étaient déjà actives) de Laon, Arras et d'Amiens-Mons.

Les paramètres et la nature des partenariats

Jean-Pierre Melcion, adjoint partenariat du Département TPV, fait œuvre pédagogique pour expliquer ce que l'on appelle le partenariat. J'en retiens les principaux titres :

- Les trois étapes du partenariat : partenariat d'orientation, partenariat de recherche, partenariat de transfert.
- Les volumes concernés sur le Centre de Lille, en termes de chiffre d'affaires : 25% du budget de fonctionnement des Unités de l'INRA, 8,4% du budget total (y compris les salaires du personnel, hors les directions d'appui à la recherche).
- Le partenariat universitaire : 20 000 heures de cours par an.
- Les différents modes de partenariat industriel (en référence aux travaux de Pascal Bye) : valorisation diffuse (et accompagnement), prestation de service et transfert, convention de recherche à risques partagés, incubation de projets, accords structurants avec de grands partenaires, grands réseaux mixtes recherche publique recherche privée.
- Les différents types de contrats : recherche et expérimentation (y compris accords de consortiums), prestation de service, association (dont UMR), valorisation.

Pascal Coupez (SDAR du Centre de Lille) va un peu plus loin dans les paramètres du partenariat pour le Centre de Lille, ventilés en termes de ressources selon la nature des partenaires, pour un total de 2,7 M Euros :

- Collectivités territoriales : 40%
- Etat : 37%
- Privé : 12%
- Europe : 11%

Le partenariat agricole : l'exemple d'Agro-Transfert

L'exposé d'Hubert Boizard m'intéresse tout particulièrement. Il s'agit de l'expérience d'Agro-Transfert, initiée ici en Picardie, et dont on fait grand cas dans d'autres régions comme l'un des modèles de partenariat entre l'INRA et le secteur agricole.

Où l'on apprend l'origine de l'initiative : Jean Boiffin, en 1990. L'existence d'une Charte qui fonde « *une plate-forme de partenariat de recherche développement* ». Un mot d'ordre : « *Pour une agriculture durable en systèmes de grandes cultures* »

Agro-Transfert est une section d'Alternattech (ex « Biopole Végétal ») explique Hubert Boizard. Son animation est réalisée en alternance par l'INRA et la Chambre Régionale d'Agriculture. Son financement provient du Conseil Régional et de la Chambre régionale d'Agriculture.

Les thèmes abordés :

- l'approche globale de l'exploitation agricole (management de la qualité et de l'environnement)

- des approches transversales aux approches filières, avec une insistance sur le travail du sol et la matière organique des sols
- la protection intégrée des cultures : faire plus pour l'environnement
- le maintien de la diversité des cultures, en relation avec les itinéraires techniques (pois, pommes de terre, lin)

La réalisation des actions est le fait d'un chargé d'études pour chaque programme dont la durée est limitée à 4-6 ans. Le principe est celui d'une co-construction des programmes et une implication dans la formation. L'Unité SAD de Grignon est aussi partie prenante dans une logique de recherche-action.

Qu'est-ce que cela apporte ?

Commentaires par Hubert Boizard :

« Un cadre organisé de partenariat entre recherche et profession agricole : au bout de dix ans, on a pris l'habitude de la collaboration, dans la logique de co-construction »

« L'investissement est réalisé sur des approches globales, ou encore sur des sujets insuffisamment étudiés (exemple de la pomme de terre) »

« De grandes collaborations sont réalisées entre l'INRA et les Instituts Techniques qui n'auraient pas eu lieu sans Agro-Transfert »

« L'agriculture Picarde est le terrain d'étude d'Agro-Transfert, mais ce travail offre des informations pour réaliser des extrapolations à d'autres régions »

« Agro-transfert pose des questions sur nos travaux de recherche et sur l'usage possible des connaissances créées à l'INRA. Voir par exemple la question des plantes modèles à l'INRA »

Et maintenant, que dire s'agissant de futur ?

« Le problème majeur pour le futur est celui de la reconnaissance des actions de partenariat au niveau de l'INRA ! Ce qui est souhaité, c'est une reconnaissance des « Agro-Transferts » au niveau national »

« Une ligne de réflexion à développer concernant la position des Unités Expérimentales de l'INRA qui ne sont pas organisées et n'ont pas tous les moyens pour ce type d'objectif »

Cependant, Jean-Marie Machet (IR, Laon) s'appuie sur cette expérience réussie d'Agro-Transfert pour souligner les difficultés de travail sur le terrain, à la base, avec le secteur agricole :

« Nous sommes soumis à des sollicitations tous azimuts, de nombreuses demandes de services, d'expertises... Or, les relais professionnels ont disparu, tels que les services agronomiques des organismes et des coopératives. En fait, on recherche de l'INRA une caution scientifique. Ne faudrait-il pas créer une structure spécifique de réponse à ces sollicitations ? »

Bertrand Hervieu :

« En effet, nous sommes menacés de l'asphyxie par l'expertise. Il y a là des choses assez dangereuses, avec de nombreuses demandes individuelles de caution scientifique. Il faut être d'un grand discernement dans cette affaire qui concerne tout l'organisme. Vous prenez des risques ! Il y a nécessité d'organiser tout cela ! »

Le partenariat industriel. l'exemple du LGPTA

Jean-Claude Leuliet (DU, Lille) présente l'expérience du Laboratoire de Génie des Procédés de Transformation Alimentaire, qui associe le génie des procédés proprement dit avec la microbiologie. Le LGPTA comprend 8 scientifiques, 8 ingénieurs et 10 techniciens. Il dispose

des moyens apportés par l'existence d'une halle technologique de 800 m², comprenant une trentaine de plates-formes expérimentales. Tout ceci me rappelle l'expérience réussie à l'INSA de Toulouse, dans le cadre du Centre Gilbert Durant.

Dans ce contexte, « *le partenariat est une obligation* » affirme-t-il. D'autant que la communauté scientifique du génie des procédés en agroalimentaire étant restreinte, le partenariat industriel offre un intérêt majeur, celui de la possibilité de « *valider les modèles* ».

« *Ce fort partenariat industriel s'inscrit dans une région où les IAA représentent la 5^{ème} force économique, avec à la fois des grands groupes et des PME-PMI.* »

« *La halle pilote est le point de cristallisation d'un partenariat à la fois amont et aval, avec des allers-retours constants entre la recherche et l'industrie, et des équilibres toujours difficiles en temps passé* »

« *Ce qu'il faut regretter : l'absence des consommateurs dans ce processus* »

11h50

Les questions du panel

Comme dans d'autres Centres également, Maurice Derieux a fait travailler en amont un panel d'agents de l'INRA. Où il va être question successivement des points d'accroche suivants :

- Le laboratoire d'Arras et les contrats de prestation de service
- Génoplante et les Groupements
- Les procès et l'assistance juridique
- Les UMR
- Les liens recherche société

Pour arriver à l'heure du déjeuner, à 13h15. Donc, une bonne heure d'échanges nourris !

On en retiendra surtout les interrogations des agents de l'INRA :

- Le laboratoire d'Analyse des Sols d'Arras et les contrats de prestation de service

Michael Gueroult (AI) rappelle que le budget de cette Unité est autofinancé intégralement, avec environ un tiers en recherches et le reste comme prestations de service. Sur cette base, deux questions :

« *Faut-il s'affranchir de la recherche de clients extérieurs pour assurer le financement de l'Unité ? Que dire de la sous-traitance par des groupes auprès de l'INRA à des coûts moindres ?* »

Bertrand Hervieu :

« *Sur la sous-traitance qui serait moins chère dans nos labos que chez d'autres... si c'est vrai, ça ne va durer, avec les remarques formulées à ce sujet au sein de l'Union Européenne : il faut savoir ce que nous comptons dans les coûts de prestation* »

Henri Ciesielski, directeur du laboratoire d'Arras apporte une précision :

« *Dans le coût des prestations de service on inclut la part de la main-d'œuvre* »

Marc Choplet (Alternatech) :

« *Le labo d'Arras a à faire face à une difficulté : une information insuffisante sur son potentiel mal connu !* »

- Génoplante et les Groupements

Isabelle Lejeune (CR1, Mons) :

« *Deux chercheurs du panel sont impliqués dans Génoplante. Les avantages sont apparus tout de suite : l'organisation des recherches au sein du programme « Pois » de l'INRA, et l'organisation*

en réseau. Mais comment gérer le financement des moyens apportés par ce programme au sein des UR avec des notifications de fonds le 9 décembre, à justifier au jour le jour ? »

Pour une fois, Bertrand Hervieu entend quelqu'un mettre en avant les avantages de Génoplante au cours des débats INRA 2020 dans les Centres :

« Merci de souligner que Génoplante c'est d'abord un avantage scientifique, une dynamisation du travail et un sens supplémentaire donné à la recherche. Merci aussi de dire du bien du travail en réseau qui offre la capacité à se mobiliser collectivement sans que tout le monde déménage. C'est un investissement sur la matière grise, pas uniquement sur des constructions. »

« Quant à la gestion, à propos de laquelle vous êtes préoccupés et inquiets, c'est un vrai problème ! C'est pourquoi notre demande, c'est un allègement de notre dispositif de contrôle. »

Et Bertrand Hervieu évoque à ce propos, les lourdeurs de gestion des fonds publics (« avec ceintures, bretelles, parachutes et bouées de sauvetage ! »), les simplifications possibles dans les rapports entre organismes publics (« réfléchir à ce que nous demande le Ministère de la Recherche pour que l'un des organismes soit leader dans la gestion des fonds »).

Il évoque à nouveau la perspective de la création de fondations de type « anglo-saxon » :

« Dans le régime juridique actuel, il y a risque de gestion de fait. Tout le monde est d'accord sur l'idée, gouvernement, organismes, donateurs potentiels. Ce cadre permettrait d'utiliser astucieusement les crédits d'impôt des entreprises, et de capter de l'argent privé, avec des lieux où l'on discuterait sur les orientations, en amont, pour gérer cet argent. Ce qui nous éloignerait de la dépendance du donateur et des sociétés mutuelles de gestion de la propriété intellectuelle en aval. »

Mais Isabelle Lejeune, après les remarques positives concernant Génoplante, et son alerte concernant les conditions pratiques de gestion des moyens, a aussi une critique à formuler concernant la production scientifique :

« La publication retardée pour confidentialité... D'où la difficulté pour les thèses : la phase publication est difficile. On le découvre avec le temps. »

Bertrand Hervieu :

« Si on traite différemment la propriété intellectuelle, on traitera aussi différemment la question de la confidentialité et les publications. On peut vraiment faire des progrès. On a apprendre ! »

- Les procès et l'assistance juridique

Virginie Parnaudeau (IE, Laon) se fait l'écho d'autres questions concrètes :

« Quel appui juridique attendre pour le montage des contrats ? Les agents sont-ils suffisamment formés et informés ? »

Bertrand Hervieu appuie sur l'importance de cette question :

« Oui, on n'en fait pas assez. L'INRA n'est pas un organisme au sein duquel la culture juridique est très développée. »

« Pourtant, nous travaillons dans un domaine avec des questions juridiques de plus en plus complexes concernant le droit du vivant ! Nous voulons renforcer l'appui aux UR là-dessus ! »

« Un autre grand problème juridique nous concerne, celui de la responsabilité pénale personnelle des chercheurs dans leurs fonctions d'expertise »

« Un exemple récent, celui du procès Sharka : l'INRA a été condamné à Montpellier et des plaintes ont été déposées à Grenoble. Nous avons été condamnés pour « prise de risque », et non pour faute ! Nous avons fait appel ! Et alors que l'opinion nous demande de travailler sur de nouveaux pathogènes ! »

- Les UMR

Question à propos des UMR. Les UMR, voilà aussi un sujet sur lequel les débats reviennent presque à chaque fois. Un coup d'œil vers la grande baie vitrée qui borde la salle de réunion : le temps est toujours très gris aujourd'hui sur ce plateau picard.

« Avec un Centre éclaté comme celui de Lille et des Unités de recherche éloignées des Universités, les UMR sont-elles un passage obligé, alors qu'il existe d'autres possibilités de collaborations »

Bertrand Hervieu :

« Il ne faut pas être dogmatique, mais il y a un accord sur l'objectif : une Unité de recherche ne peut pas être isolée de la fonction de formation. Autre chose, la marche forcée des UMR ! L'objectif est ici de se rapprocher de la formation dans les Ecoles Doctorales : les UMR constitue une porte d'entrée, une accroche ! On estime aujourd'hui la participation des chercheurs de l'INRA à l'enseignement à 200 équivalents temps plein ! »

Ce que confirment des remarques venant de la salle. L'option de liens resserrés avec les Universités ne soulève pas d'objections, et ses caractères positifs sont même soulignés :

« Les UMR et les Ecoles Doctorales sont des ouvertures pour des collaborations privilégiées et pour attirer des compétences »

- Le partenariat agricole

Jean-Marie Machet (IR, Laon)

« Nous sommes sollicités pour participer à l'évaluation régionale des CTE et des mesures agri-environnementales à mi-parcours, qui ont été mis en place sans l'avis de l'INRA »

Bertrand Hervieu :

« Les CTE et l'évaluation... En 1997-98, l'INRA a été consulté au sein du Comité d'expertise national. Aujourd'hui, le Comité national d'évaluation est présidé par Philippe Lacombe. Un premier rapport va être publié, dans un contexte politique où les CTE vont être remplacés par les CAD disposant d'enveloppes régionales. »

« Reste le problème de l'articulation avec le règlement européen sur le développement rural, qui se traduit par des mesures ponctuelles alors que les CTE sont des dispositifs d'approche globale »

« S'agissant plus spécifiquement de l'expertise publique, la réponse est immédiate : il faut absolument répondre ! »

- Les liens recherche société

Jean-Pierre Touzel (CR1, UMR FARE, Reims)

« L'INRA affiche ses préoccupations concernant les consommateurs et l'alimentation. Les questions que se posent les agents de l'INRA (NDLR : qui sont aussi des consommateurs) : comment se fait le dialogue ? Existe-t-il des instances ? L'INRA peut-il devancer les demandes ? »

Bertrand Hervieu :

« Nous disons « l'aliment en priorité » ou encore « travailler en partenariat avec la société ». Mais en fait, les consommateurs ne sont pas construits comme les autres acteurs sociaux tels que le sont les producteurs. Et les organisations de consommateurs sont sans le sous ! En comparaison avec les 800 MF du budget de l'ANDA. Et par exemple, lorsque je demande à Marie-José Nicoli, Présidente de l'UFC de participer au Conseil d'Administration de l'INRA, elle répond « Non, je ne peux pas »¹.

« Autour de la question des OGM, nous avons reçu, Marion Guillou et moi-même, un collectif d'associations multiples en réaction à la Tribune publiée dans Libé. Ce sont des interlocuteurs. Mais quelle est leur légitimité ? »

« Nous avons aussi comme interlocuteurs les collectivités. L'intérêt des collectivités tient à leur capacité à exprimer et à aider à émerger les expressions sociales. »

¹ Marie-José Nicoli est décédée quelques mois après, en avril 2003.

13h00

Bertrand Hervieu, en guise d'apéritif...

« Avec les Schémas de Centre, il s'agit de tracer nos avenir communs, avec des partenaires de plus en plus présents à nous questionner.

Les 21 Centres, ce sont la force de l'INRA. Certains pourraient y voir une faiblesse. Or, grâce à eux, nous sommes proches des collectivités et des partenaires sociaux. Nous devons valoriser cette configuration !

C'est avec ça que nous avons à penser notre position en Europe, notre cohésion nationale, notre ancrage territorial avec les collectivités.

Nous en ferons un institut de référence en sciences du vivant, un institut structurant pour l'Europe, un institut performant pour la société en nous appuyant sur la pertinence du « tripode ». Et ceci avec une valeur universelle. D'où un immense avenir qui s'ouvre !

Vous avez le sentiment que l'organisme perd son identité. Mais une identité ça se construit. Ce n'est pas une identité dont on hérite !

L'INRA est un organisme solide. Vous pouvez prendre des risques. Allez-y ! »

Applaudissements

15h15

Débat « INRA » 2020 à Mons

Pas de soleil pour cet après-midi hivernal. C'est plutôt le brouillard qui est en train de prendre le dessus. Nous avons parcouru une quinzaine de kilomètres sur le plateau. Difficile d'évoquer que c'est ici le secteur de la ligne de front des combats de 14-18 ! Nous ne sommes pas très loin aussi des lieux de la bataille de la Somme. Nous parvenons dans ce qui ressemble à une grande cour de ferme et qui est pourtant le siège d'un des plus anciens laboratoires de recherche de l'INRA, celui d'Amiens qui a été déménagé ici. Au milieu du plateau Picard, l'INRA y côtoie les services de la Chambre d'Agriculture et d'autres organismes professionnels. Un alignement esthétique de bâtiments en belle brique rose et ocre : on pourrait se croire à Toulouse si le relief environnant n'en dissuadait. Une plaque à l'entrée signale que ces installations ont été inaugurées par Jacques Poly en 1988. Le hall de l'Unité de recherches sur l'amélioration des plantes qui nous accueille est clair et d'ambiance agréable avec de grandes plantes vertes. La salle de réunion, elle, est d'aspect banal, avec quelques rares ouvertures vers l'extérieur, comme si sur ce plateau la vue n'offrait aucun intérêt pour le contenu des débats. Les tables, disposées en rectangle, sont d'allure solide, pieds noirs et plateau en plaqué noir, avec des bouteilles d'eau... de Luchon. Six lampes pendent du plafond dans des abat-jour et dispensent un éclairage sans excès. L'équipement sono apparaît particulièrement performant, avec trois grandes baffles accrochées sur les murs. Trente personnes ont répondu à l'invitation de Maurice Derieux.

15h15 : Rapide tour de table.

Essentiellement des représentants d'organisations agricoles ainsi que des membres du monde universitaire. Une particularité, la présence de deux militantes d'association de consommateurs.

Puis topo relativement court de Bertrand Hervieu sur la stratégie de l'INRA et sur le pourquoi d'« INRA 2020 ».

15h45 - Le débat est ouvert.

Un doigt se lève immédiatement, une des deux représentantes « consommateurs » de l'assistance :

« Nous avons été invitées... Pourquoi ? Moi, je suis agronome, mais ma collègue, elle ne comprend rien ! »

Bertrand Hervieu trouve dans cette question matière pour relancer son exposé :

« Il peut arriver qu'il manque un maillon dans ma présentation... En fait, il me faut vous expliquer pourquoi la question de l'aliment occupe une place centrale aujourd'hui dans la stratégie de l'INRA.

Et il produit une « histoire de l'INRA racontée aux consommateurs ». Intéressant par rapport aux exposés répétitifs dans les autres débats de Centre :

Quand nous étions petits, nous avons été inventés pour que la science assure le développement de l'agriculture. Des fonctionnaires, dont René Dumont au sein de la Commission du Plan, ont pensé : « et si l'on créait quelque chose comme le CNRS en 1939 ? ». Et ça a très bien marché, grâce aussi aux politiques publiques de l'agriculture et avec les organisations professionnelles. La France est devenue un grand pourvoyeur de produits agricoles... un succès !

Plus tard, les enfants (pas les mêmes) ont dit : « Vous allez nous aider à transformer ces productions ». Bons petits soldats mais grands scientifiques, les chercheurs de l'INRA ont investi dans la microbiologie, ont créé des halles technologiques, afin d'aider au développement des industries agroalimentaires en France. Tout ceci a conduit à conforter le complexe agro-industriel français.

En 1981, le débat est ouvert sur l'avenir de la France avec le concours de la recherche. Ce sont les Assises de la Recherche, puis en 1982, la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche, avec la création du budget civil de la recherche qui finance les organismes de recherche. L'INRA est doté d'un statut d'EPST, avec des procédures d'évaluation des chercheurs, le développement d'un partenariat mondial, l'excellence scientifique avec le développement de la biologie moléculaire. L'INRA devient un très très grand organisme de recherche scientifique.

Enfin, après les grandes crises sanitaires et alimentaires, la décision est prise de positionner l'INRA non plus sur la production et la transformation, mais sur trois domaines, le tripode : agriculture, aliments, environnement territoire. Trois pôles de compétences mobilisant trois domaines scientifiques : les sciences du vivant, les sciences physiques et les sciences sociales »

Les deux consommatrices enregistrent... Le débat sur les futurs peut maintenant s'engager. Où l'on va noter une belle convergence des intervenants pour exprimer des demandes sur les productions agricoles non-alimentaires, essentiellement énergétiques.

Dominique Guillemot, Conseiller Régional, Président d'Agro-Transfert :

« Notre demande pour le futur... c'est continuer et apporter un plus dans le cadre d'Agro-Transfert, et ceci sur trois points : accentuer les relations avec les Universités et sur les axes mobilisateurs, engager une action pour le Centre de transfert technologique, notamment sur les productions non alimentaires, développer le secteur de recherches sur les énergies renouvelables »

Bertrand Hervieu salue d'abord « la collectivité territoriale pour son appui à Agro-Transfert », et ajoute : « Il s'agit d'un dispositif modèle ».

Il commente à ce propos les réflexions en cours à propos du futur de l'ANDA, et évoque la complexité du paysage institutionnel qui implique les EPST, les Instituts Techniques et les organisations professionnelles. Dans ce contexte, ajoute-t-il, « nous avons imaginé les GRED... pour le moment en attente de clarification du côté des professionnels »

Régis Debaysnat (ART) appuie les orientations exprimées par son prédécesseur :

« Il nous faut réconcilier l'agriculture et l'environnement, y compris avec des produits qui sont favorables à l'environnement, tout particulièrement pour d'autres fonctions que l'alimentation, dans un contexte par exemple d'un pétrole qui serait beaucoup plus cher. »

Et il développe une litanie des fonctions que les produits agricoles du futur pourraient remplir avec des effets positifs pour l'environnement :

« Se laver, soigner sa peau, rouler, lubrifier, emballer, coller, assembler... »

« Nous avons besoin de cultiver des plantes qui demandent moins de pesticides, des plantes y compris avec peut-être des modifications génétiques. »

« Dans cette région, avec le CNRT, l'Université de Compiègne et l'Université de Champagne-Ardenne, on crée des entreprises et des emplois. Nos grands-parents ont créé des sucreries... et nous créerons autre chose, avec 10 à 15% des cultures destinées à autre chose que l'alimentation, afin de revivifier nos villages »

Jean-Luc Poulain, Chambre Régionale d'Agriculture de Picardie, s'interroge sur les difficultés de raisonner le futur de la recherche, compte-tenu de ses interactions avec le futur des domaines économiques. :

« Il est difficile à la profession agricole de formuler ses besoins de recherche à vingt ans. Les risques économiques sont importants. Cependant, oui, nous exprimons des demandes de recherches sur le non-alimentaire ! Il faut savoir utiliser le potentiel de photosynthèse des plantes pour les productions non-alimentaires. »

Bertrand Hervieu

« La question énergétique... il faut la rouvrir. Mais il y a vingt ans, le débat a été clos. Je suis d'accord avec vous. J'accueille positivement vos remarques... Mais nous sommes lents à la détente ! » (rires)

« C'est un point stratégique fort à prendre en compte dans le contrat 2004-2008 »

G. Richard-Molard (Institut Technique de la Betterave) apporte le témoignage d'une culture qu'il présente comme étant menacée. Explications et argumentations :

« La betterave est une filière menacée, à horizon 2006, par la libéralisation des échanges, tout particulièrement par le Brésil. Or, la betterave est une plante plus efficace que la canne à sucre. L'investissement agronomique a révélé un gisement et un potentiel important... Or j'entends bien qu'il faut que l'INRA se concentre sur des pôles d'excellence. La génétique et la génomique sur les plantes modèles, d'accord, mais nous sommes mis sur le côté ! Renforcer les pôles d'excellence, oui, mais il ne faut pas abandonner les compétences d'expertises. Et nous avons une préoccupation particulière, celle de la pathologie au niveau des sols. »

Bertrand Hervieu :

« Faut-il des liens plus forts entre Génoplante et le groupe des agriculteurs producteurs de betteraves ? je réponds oui ! Il faut renforcer aussi l'axe France Allemagne sur ce sujet. Nous avons déjà l'axe INRA Wageningen, mais ce n'est pas suffisant ! »

Daniel Thomas, Université de Compiègne, argumente sur les thèmes de la recherche d'excellence, sur la question des finalités, et sur la place des EPST français dans le système « Europe », pour souligner les atouts de l'INRA engagé dans la construction de l'Espace Européen de la Recherche :

« L'INRA, c'est une recherche scientifique excellente en lien avec le futur des secteurs économiques agricole et agroalimentaire : une recherche utile et une recherche de qualité. Ce n'est pas parce qu'on ne sert à rien que l'on fait de la recherche fondamentale. »

La représentante de la DRRT de Nord-Pas-de-Calais évoque, à propos de la dimension régionale de la recherche dans le cadre d'une ambition européenne, les difficultés

qu'éprouvent les collectivités à bien comprendre les logiques institutionnelles des organismes :

« Les Régions ne comprennent pas bien et ne mesurent pas ce que veulent les grands organismes nationaux dans leur déclinaison territoriale. L'exigence d'excellence, les Régions ont compris. Mais la cohérence entre les organismes ? Les Régions sont confrontées et ont à faire aux Universités, à l'INRA, au CNRS... »

Bertrand Hervieu rassure et propose :

« Les organismes nationaux de recherche ont décidé de réfléchir ensemble à leurs grands équipements au niveau national, en ce qui concerne les sciences de la vie. Dans les rapports avec les collectivités, il faudrait nous concerter sous la forme de consortiums. »

« Chaque Centre est un portail pour la Région vers l'INRA dans son ensemble. D'où le besoin de lisibilité à l'échelle européenne : nous sommes forcément en réseautage, dans un processus de systole diastole ! »

Et voilà que les représentantes des consommateurs reprennent la parole après avoir entendu les acteurs économiques et universitaires :

« La recherche nous inquiète. Les gens croient que l'INRA veut faire des recherches sur les aliments pour les améliorer, et ça les inquiète. »

« Vous avez un énorme déficit d'image. Vous devriez présenter de manière lisible et claire ce que vous faites. Les médias ne disent pas ce que je viens d'entendre. Les consommateurs peuvent comprendre. Les gens sont avides de connaître. »

Le jugement est sombre, mais l'attente est réelle !

Bertrand Hervieu conclut le débat en trois points, alors que la nuit tombe sur le plateau envahi de brouillard :

« Il faut que nous soyons capables de nommer notre ambition. La faire partager à l'intérieur de l'INRA. Y intéresser les jeunes. »

« Il y a place au sein de l'Union Européenne pour un grand établissement public de recherche, en 2020, sur les 3 pôles de notre tripode. Pour construire un vrai projet scientifique dans une diversité de partenariat, pour construire l'Espace Européen de la Recherche et assurer son autonomie alimentaire. »

« Notre ambition aussi pour les producteurs agricoles et pour soixante millions de consommateurs... Nous voulons des territoires qui soient gérés. Et c'est là que l'activité agricole a un rôle moteur. »

17h00 (applaudissements)

Questions pour le futur

S'il fallait retenir un seul point ici en Picardie, c'est que l'INRA est toujours attendu au bout du champ, même par temps de brouillard, alors que l'horizon physique et économique est incertain ! Ainsi, dans un contexte où l'agriculture se dit, ici comme ailleurs, en grande difficulté, les partenaires poussent l'INRA à ouvrir délibérément avec eux de nouveaux fronts pour l'agriculture et la recherche agronomique... La production d'énergie pourrait être selon eux un nouvel Eldorado pour le plateau picard, alors que la betterave – plante symbolique de l'agriculture du bassin parisien - va être sérieusement concurrencée par le Brésil ! Alors, faut-il que l'INRA affiche un programme « énergie » dans son futur Contrat ?

L'expérience jugée réussie par tous, d'Agro-Transfert, contribue à la crédibilité de l'INRA pour les institutions partenaires, notamment le Conseil Général. Cependant cette position « au bout du champ » est peut-être ambiguë : quel est le bénéfice scientifique de cette position ? qui en est bénéficiaire parmi les acteurs de l'agriculture ? les agriculteurs, les organismes locaux, les Instituts Techniques nationaux ? Et j'entends un appel « *une reconnaissance nationale* » de ce mouvement, alors que me viennent aussi en tête les demandes de dispositifs de ce type à Nancy, Lyon et Bordeaux, sans ignorer la tentative de Toulouse dans les années 80 ! Ce qui appelle de ma part la réflexion suivante : quels liens avec les actions DADP, ou encore certains GIS (Alpes du Nord) dont la logique me semble similaire ? Autre chose : s'agit-il d'un combat d'arrière-garde des derniers tenants d'un engagement de l'INRA aux côtés des agriculteurs, ou au contraire de pistes nouvelles pour organiser un cadre de concertation en amont sur les objets de la recherche agronomique, ce qui répondrait aux vœux de Bertrand Hervieu ?

J'entends aussi à Mons un appel fort pour qu'un organisme comme l'INRA s'ouvre au monde. Pas uniquement au bout du champ, mais aussi au bout du monde ! Pour comprendre nos propres agricultures, il faut « *comprendre les agricultures du monde* » : c'est ainsi que j'ai conçu les Cafés-Débats de Marciac, sur la base de la formule captée au cours du débat INRA 2020 d'Angers. L'appel est fortement relayé par quelqu'un qui a été antérieurement Directeur Général de l'INRA puis DGER, et qui n'a jamais renié ses premiers engagements en faveur de l'agriculture des PVD. Mais les accents sont nouveaux, éclairés par Rio – Johannesburg et par le concept du « Développement Durable » dont la musique s'élève aussi, quoique timidement, dans d'autres débats INRA 2020. Comment intégrer ces préoccupations dans l'INRA du futur ?

On entend aussi à Mons, et cela n'est pas si fréquent que cela dans les débats INRA 2020 (Angers, Tours et Nancy seulement), la voix décalée des consommateurs. Décalée, parce que tous disent plus ou moins qu'ils ne comprennent pas ce qu'ils entendent dans cette enceinte à laquelle ils ont été invités. L'intérêt, c'est qu'ils le disent franchement. Et ils en profitent pour rappeler leurs exigences de plus grande sécurité sanitaire des aliments. Certains d'entre eux rejoignent les préoccupations de respect de l'environnement par les pratiques agricoles. Ils demandent à la fois d'être mieux informés sur ce que font les chercheurs dans leurs labos, et ils demandent à être rassurés. Quel peut être le futur d'un partenariat dans les Centres avec ces interlocuteurs novices ?

Enfin, dernier point, en interne de l'INRA... Lille, ce n'est pas un gros Centre ! C'est même l'un des plus petits en effectif. Il est également très dispersé, avec plusieurs implantations, avec quatre Régions interlocutrices et sans grande université partenaire. Il porte aussi l'héritage de stations anciennes, de plus d'un siècle ! Pourtant, on ressent dynamisme et jeunesse au contact des agents de l'INRA, heureux de se retrouver tous ensemble un matin de décembre, pour débattre avec beaucoup de franchise et d'intérêt avec le Président de l'INRA. N'y-a-t-il que les grands Centres comme modèle d'organisation de la recherche agronomique ?

Finalement, à l'horizon 2020, y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ? A l'écoute des débats de Lille-Mons, je suis incité à répondre oui. Oui, dans la perspective d'Agro-Transfert. Oui aussi dans la perspective des halles technologiques pour les industries agroalimentaires. Oui aussi dans la perspective d'un champ ouvert aux défis du monde !